

Réseau Droit, Genre et Sexualités

Réunion annuelle du 10 octobre 2017 – Unil, Lausanne

Introduction

Le 10 octobre 2017 a eu lieu la rencontre annuelle du Réseau Droit, Genre et Sexualités en Suisse romande. Une année après la création du [Réseau](#), le temps était venu de tracer un premier bilan. Cette rencontre annuelle – organisée en collaboration avec le Centre en études genre de l'UNIL, la Faculté de droit de l'UNIL, le FRI Institut Suisse d'études juridiques féministes et gender law, la PlaGe et la Plateforme interfacultaire en Etudes Genre et le Service égalité de l'UNIGE – a permis de faire le point sur les projets en cours, de réfléchir sur les avancées accomplies ainsi que d'esquisser les perspectives à venir.

La rencontre a débuté par un mot d'introduction de Djemila Carron et Ferdinando Miranda, co-organisateurs-trices du Réseau, qui ont retracé son historique, ses objectifs principaux et ses axes de recherche, notamment :

- développer des projets pour implémenter la perspective de genre en droit dans la formation académique et dans les professions juridiques ;
- cultiver une réflexion interdisciplinaire entre droit et sciences sociales dans les domaines du genre et des sexualités ;
- mettre en place des projets entre l'académie et les réseaux associatifs locaux autour de la perspective de genre et des sexualités en droit ;
- organiser des projets entre l'académie et les organisations internationales autour de la perspective de genre et des sexualités en droit.

Retour sur les projets en cours

Des représentant-e-s des quatre projets en cours dans le Réseau ont ensuite présenté les avancées de leurs groupes de travail respectifs.

Milena Peeva et Vista Eskandari (avocates stagiaires) ont détaillé le projet sur **l'enseignement inclusif en droit**. Il s'agira de réunir des membres des corps enseignant et intermédiaire des facultés de droit de Suisse romande à Genève lors d'un workshop sur l'enseignement inclusif, notamment dans une perspective de genre et postcoloniale. Les participant-e-s pourront ensuite se porter volontaires pour appliquer dans leurs cours les enseignements de ce workshop en bénéficiant de l'appui du Réseau et de professionnel-le-s du domaine. Les résultats seront présentés lors d'un lunch de la recherche et donneront lieu à une publication.

Jacopo Ograbek (avocat stagiaire) a expliqué le projet qui vise à **mettre en lien l'académie et les professions juridiques**. Une check-list ou un vade-mecum est en cours de réalisation. Ce document sera destiné aux avocat-e-s et juristes et fonctionnera comme un guide de bonnes pratiques à leur usage pour élaborer une pratique sensible à la perspective de genre, en partenariat avec le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV), la Commission des droits de l'Homme de l'Ordre des avocats de Genève, l'Association des juristes progressistes (AJP). La publication est envisagée pour 2018.

Elisa Banfi, collaboratrice scientifique à l'Institut d'études de la citoyenneté (InCite), a présenté le projet réunissant le **droit et les sciences sociales**. Une matinée d'étude sera organisée le 4 décembre 2017 : « Quand le genre communique avec le droit : Du droit de la mer aux droits des personnes LGBTIQ+ ». Vous trouverez le programme en pièce jointe.

Ferdinando Miranda a expliqué le projet qui vise à mettre en lien **l'académie et le milieu associatif** sur les questions de droit, genre et sexualités. Une table ronde « A-t-on un genre dans le monde du droit » s'est tenue le 25 avril 2017 à l'UNIGE avec : Meloe Gennai (Juriste et advocacy officer à Transgender Network Switzerland), Kseniya Kirichenko (UN programme officer – ILGA), Marie-Claire Kunz (Juriste au secteur réfugié-e-s du Centre Social Protestant), Michelle Cottier (Professeure ordinaire au département de droit civil de l'Université de Genève et experte dans la perspective de genre en droit), Sibel Can-Uzun (Avocate au secteur victimes de la traite des êtres humains du Centre Social Protestant). Lors de cette table ronde, des professionnel-le-s et académicien-ne-s qui recourent à la perspective de genre et des sexualités en droit dans leur pratique et recherche juridique se sont interrogé sur deux axes principaux : comment intégrer dans le cursus d'études en droit la perspective de genre et des sexualités ? Comment la perspective de genre et des sexualités se décline dans la profession de juriste ? Actuellement, ce groupe de travail nécessite de nouvelles et nouveaux volontair-e-s pour cartographier le réseau associatif local autour de la perspective de genre en droit et tisser de liens entre les étudiant-e-s et ses associations-là.

L'exemple du projet REGINE (Recherches et études sur le Genre et les Inégalités dans les Normes en Europe)

Lors de la rencontre, une expérience française similaire au Réseau, le projet REGINE (Recherches et études sur le Genre et les Inégalités dans les Normes en Europe), a également été présentée par Stéphanie Hennette-Vauchez (Professeure de droit public à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et coordinatrice scientifique de REGINE).

Le projet REGINE se propose d'ancrer la théorie féministe du droit dans le paysage de la recherche juridique française. De 2012 à 2014, au sein des universités de Paris Ouest Nanterre la Défense et Lille 2, REGINE a associé des enseignant-e-s, des chercheurs-euses et des doctorant-e-s menant leurs recherches dans toutes les branches du droit (civil, public, pénal et international).

Dans le cadre de REGINE, différentes publications individuelles ou collectives sont réalisées. La professeure Hennette-Vauchez est revenue sur certaines de ces publications : « Ce que le genre fait au droit », « La loi et le genre », « Genre et droit : ressources pédagogiques », « Commentaire de la CEDEF ». Le lien de la page ci-dessous donne un aperçu des travaux et recherches menés, à titre individuel ou collectif : <http://regine.u-paris10.fr/page/publications-et-documents-49.html#blc1>

Des échanges productifs ont ensuite eu lieu entre la Professeure Hennette-Vauchez et les membres du Réseau sur les différences et les similitudes de nos approches et sur les possibles développements de notre Réseau Genre, Droit et Sexualités.

Perspectives pour le Réseau : nouveaux projets, ancrages

Discussion en plénière

Lors de la discussion en plénière, il a été décidé que le Réseau se concentrerait durant les prochains mois sur l'aboutissement des trois projets en cours sur l'enseignement inclusif, le document de bonnes pratiques pour avocat-e-s et la journée d'étude liant droits et sciences sociales.

Sur le modèle de REGINE, il nous a aussi semblé important de renforcer l'aspect recherche de notre Réseau. Ce point sera discuté dans le cadre de la journée d'étude et au sein du groupe du travail sur la recherche interdisciplinaire.

Pour le projet sur les liens avec le tissu associatif local et internationale, un nouveau groupe de travail devrait se former. Des volontaires sont les bienvenu-e-s. Le Réseau espère également que de nouveaux projets soient proposés en Suisse romande et que de nouvelles personnes s'engagent dans les groupes existants.

Conférence de clôture : « Quel genre pour la laïcité? Tensions, transformations, reconfigurations ».

La journée s'est terminée par une conférence de la Professeure Stéphanie Hennette-Vachez sur le débat français autour de la laïcité et les points de contact avec les questions de genre et de sexualités. La professeure Hennette-Vachez est notamment revenue sur :

- Comment le principe de laïcité impact aujourd'hui le privé des personnes ;
- Comment le principe d'égalité des sexes a été coopté dans le temps par le principe de laïcité ;
- Comment la jurisprudence française et celle de la CourEDH sont revenues sur le concept de « neutralité religieuse ».